

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de pierre
CS60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 09/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GALLOO littoral SAS

2 Avenue de la Garonne
ZI Petite Synthe
59640 Dunkerque

Références : "H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G2\GALLOO
LITTORAL_Dunkerque_0007004362\2_Inspections\2025_05_20_déchets_radioactifs"
Code AIOT : 0007004362

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/05/2025 dans l'établissement GALLOO littoral SAS implanté 2 Avenue de la Garonne ZI Petite Synthe 59640 Dunkerque. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection a été réalisée suite à l'identification de Thorium 232 (substance radioactive d'origine naturelle), en concentration supérieure à la valeur limite d'exemption, dans un résidu de boue détecté chez Galloo Dunkerque, au sein d'une ancienne machine de découpe. Elle porte sur la gestion des déchets radioactifs sur le site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GALLOO littoral SAS
- 2 Avenue de la Garonne ZI Petite Synthe 59640 Dunkerque
- Code AIOT : 0007004362
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement GALLOO Dunkerque exploite un centre de réception de déchets métalliques, de tri de métaux et de dépollution de véhicules hors d'usage.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Gestion des déchets radioactifs	Arrêté Préfectoral du 19/07/2013, article 5.1.8.3	Sans objet
2	Gestion des déchets radioactifs	Arrêté Préfectoral du 19/07/2013, article 5.1.8.3.1	Sans objet
3	Gestion des déchets radioactifs	Arrêté Préfectoral du 19/07/2013, article 5.1.8.3.2	Sans objet
4	Gestion des déchets radioactifs	Arrêté Préfectoral du 19/07/2013, article 5.1.8.3.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site dispose d'un portique de détection de la radioactivité pour les déchets métalliques qu'il réceptionne. Le passage par ce portique est obligatoire pour toute réception de déchets métalliques. Ce portique, ainsi que le matériel portatif de détection, font l'objet d'un entretien régulier.

En cas de détection, l'exploitant applique la procédure qu'il a définie pour ses sites. Cette procédure est conforme à la circulaire du 30 juillet 2003 relative aux démarches à suivre en cas de déclenchement d'un portique de détection de radioactivité sur les sites de récupération de ferrailles et dans les fonderies.

Concernant la formation des opérateurs à la procédure de détection d'un déchet radioactif et à la sensibilisation aux risques radiologiques, l'exploitant prévoit de mettre en place un calendrier de formation pour les années 2025-2026.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des déchets radioactifs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2013, article 5.1.8.3
Thème(s) : Risques chroniques, Portique de détection

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le site est doté d'un portique de détection de la radioactivité implanté conformément aux règles de l'art. Dès l'accès sur site et avant déchargement, toute arrivée de déchet doit faire l'objet d'un contrôle pour s'assurer de l'absence de radioactivité anormalement émergente par rapport au bruit de fond mesuré.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose d'un portique de détection de la radioactivité. Ce portique est implanté en aval immédiat de la bascule, avec un point d'arrêt matérialisé par un seuil métallique. Cette implantation permet de limiter la vitesse de passage des véhicules dans le portique, condition nécessaire à une détection efficace.</p> <p>En cas de détection, une alarme se déclenche dans la salle de réception de la clientèle. En cas de défaut de détection dû à une vitesse de passage trop élevée, l'agent de réception fait repasser le véhicule à vitesse réduite dans le portique.</p> <p>Si une détection est confirmée lors du second passage à vitesse réduite, les consignes de détection, de tri et d'isolement sont alors appliquées, conformément à la procédure référencée P_radioactivité France (hors site d'Halluin) - version 3 du 22/10/2014.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Gestion des déchets radioactifs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2013, article 5.1.8.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Procédures</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas de radioactivité détectée sur un convoi de déchets, l'exploitant doit mettre en œuvre les procédures définies dans la circulaire du 30/07/03 relative aux procédures à suivre en cas de déclenchement de portique de détection de radioactivité sur les centres d'enfouissement technique, les centres de traitement par incinération, les sites de récupération de ferrailles et les fonderies. Un registre permettra de tracer l'ensemble des actions engagées en cas de déclenchement de l'alarme du portique.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant met en œuvre une procédure de détection, de tri et d'isolement en cas de détection d'une source radioactive dans les déchets entrants sur le site. Cette procédure est référencée P_radioactivité France (hors site d'Halluin) – version 3 du 22/10/2014.</p> <p>Cette consigne décrit les actions à entreprendre pour la confirmation de la présence d'une source radioactive dans les déchets :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Interrogation du chauffeur et/ou du passager sur un éventuel traitement ou examen médical ; • Changement de chauffeur si nécessaire ; • Puis deux passages successifs dans le portique avec un contrôle au radiamètre portatif

avant l'acceptation du chargement.

En cas de confirmation de la présence d'une source radioactive :

- Isolement du chargement ;
- Information du responsable de site ;
- Mesure du bruit de fond et mesure du chargement ;
- Information de l'ingénieur sécurité ;
- 3 procédures en fonction du résultat du contrôle de chargement (< 1 Sv/h , >1 Sv/h mais <100 Sv/h et < à 100 fois le bruit de fond , >100Sv/h ou > à 100 fois le bruit de fond). Ces procédures précisent les conduites à tenir concernant la mise en sécurité du personnel, l'information des autorités (IIC, ASN), l'intervention de sociétés spécialisées, et l'isolement de la source radioactive. Cette consigne et les procédures qu'elle décrit sont conformes à la circulaire du 30 juillet 2003 relative aux démarches à suivre en cas de déclenchement d'un portique de détection de radioactivité sur les sites de récupération de ferrailles et dans les fonderies. S'agissant du site Galloo Dunkerque, l'exploitant précise qu'il fait intervenir l'entreprise spécialisée ONET Technologies dès lors que la mesure au radiamètre dépasse le seuil de 1 Sv/h. Le rapport d'intervention est consigné dans le registre de sécurité de l'établissement.

Lors de la détection ayant donné lieu à l'identification de Thorium 232 dans un résidu de boue, l'exploitant a appliqué la procédure pour les mesures > 1 Sv/h mais < 100 Sv/h avec :

- l'isolement de la source, en l'occurrence le bac de rétention contenant le résidu de boue ;
- la sécurisation du personnel ;
- l'intervention en date du 19/12/2023 de la société spécialisée ONET Technologie pour prise d'échantillon et confirmation du niveau de radioactivité;
- isolement du résidu de boue, mise en big-bag et isolement en attente d'évacuation.
- après analyse de l'échantillon , envoi du rapport ONET à l'exploitant en date du 18/01/2024;

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Gestion des déchets radioactifs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2013, article 5.1.8.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Consignes

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu d'établir des consignes précisant :

- l'exploitation des appareils de détection et de métrologie de la radioactivité ;
- la conduite à tenir en cas de dépassement du seuil d'alarme du portique de contrôle de la radioactivité ;
- les essais et la maintenance préventive à réaliser pour garantir en permanence le bon fonctionnement des matériels de détection de la radioactivité.

Parallèlement, et pour la bonne application de ces consignes, l'exploitant formera les personnels susceptibles d'intervenir. Cette formation devra porter sur les notions générales de radioactivité et de radioprotection, sur la conduite à tenir en cas de détection de radioactivité et sur la

métrologie de la radioactivité.

Constats :

Dans sa procédure de détection, de tri et d'isolement en cas de détection d'une source radioactive dans les déchets entrants sur le site (P_radioactivité France (hors site d'Halluin) – version 3 du 22/10/2014), l'exploitant précise la conduite à tenir en cas de dépassement du seuil d'alarme du portique : cf constat du point de contrôle n°2 avec une procédure de confirmation de présence d'élément radioactif et trois procédures en fonction du résultat du contrôle de chargement (< 1 Sv/h , >1 Sv/h mais <100 Sv/h et < à 100 fois le bruit de fond , >100Sv/h ou > à 100 fois le bruit de fond).

En ce qui concerne l'exploitation des appareils de détection et de métrologie de la radioactivité , la procédure citée ci-dessus précise :

- les consignes de sécurité, port d'EPI, pas de manipulation directe de la source susceptible d'être radioactive;
- les conditions de mesure du bruit de fond par le radiamètre portable;
- le contrôle du chargement par mesure éloigné (10 m) puis approche progressive ;
- les actions à réaliser en fonction du résultat de la mesure au contact de la benne contenant la source radioactive.

Pour les essais et la maintenance préventive des matériels de détection de la radioactivité, l'exploitant a contractualisé avec des sociétés spécialisées. Les matériels à contrôler et à entretenir sont le portique de détection de sources radioactives (SAPHYGATE G50) ainsi que le radiamètre portatif (Radcomm Systems RC2 avec station d'accueil).

Ces équipements ont fait l'objet des contrôles suivants :

- Contrôle annuel réalisé par la société Bertin le 21/10/2024 concernant le portique de détection de radioactivité ;
- Contrôles annuels réalisés par la société Saphymo les 26/10/2022 et 04/10/2023 concernant ce même portique ;
- Contrôle annuel du radiamètre portatif réalisé par la société Radcomm le 10/09/2024.

Les rapports d'intervention correspondants ont été consignés par l'exploitant.

Concernant la formation des personnels, les responsables de site et les encadrants ont été formés le 15/11/2019 par la société CEAR aux opérations liées à la détection de sources radioactives.

L'exploitant souhaite désormais mettre en place une sensibilisation à ces opérations à destination de l'ensemble du personnel. À cet effet, un support de formation intitulé « Sensibilisation aux opérations visant à isoler un déchet radioactif suite à un déclenchement de portique », version 1 du 21/11/2024, a été co-construit avec ONET Technologies. L'objectif est de déployer cette sensibilisation selon un calendrier s'échelonnant sur la période 2025-2026.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre le calendrier de réalisation des opérations de formation sous un délai de 3 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Gestion des déchets radioactifs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2013, article 5.1.8.3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Maintenance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit mettre en place un programme d'essais périodiques et de maintenance préventive apte à assurer la disponibilité permanente de ce système. En cas d'impossibilité de contrôle de la radioactivité à l'entrée du site, les arrivages de déchets devront cesser.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise que les essais périodiques de ses équipements sont réalisés lors des opérations de maintenance. Les rapports d'intervention pour les deux équipements indiquent les sources radioactives de contrôle et d'essais utilisées par les intervenants ainsi que l'ensemble des opérations de maintenance (état général, alimentation électrique, mesures (bruit de fond et détection de source radioactive), paramétrage et mise à jour logicielle).</p> <p>En cas d'indisponibilité ou de mise en défaut du portique de détection, et dans l'hypothèse où les sociétés de maintenance ne peuvent intervenir à distance ou dans un délai court, l'exploitant suspend les réceptions de déchets, lesquels sont alors redirigés vers les sites Galloo voisins. Cette pratique, bien qu'usuelle, n'est actuellement pas consignée.</p> <p>L'inspection demande que cette modalité soit intégrée à la consigne générale de détection, de tri et d'isolement. L'exploitant s'est engagé à procéder à cet ajout dans la procédure, par courriel en date du 22/05/2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande la transmission de la procédure modifiée sous un délai d'un mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>